



03-10-2012

*Le gouvernement donne au capital en prenant
dans la poche des salariés*

Syndicats et patronat ont entamé des négociations sur le volet marché du travail, qui touche à la "compétitivité" des entreprises (traduisons, comment faire plus de profits). **Le chef de l'Etat leur a donné jusqu'à fin décembre pour parvenir à un "compromis historique".**

Cela veut dire qu'il veut frapper vite et fort en remettant en cause l'ensemble de ce qui reste du code du travail si par la lutte on ne porte pas un coup d'arrêt à leurs projets.

Gouvernement, syndicats, patronat n'ont pas attendu ce jeudi pour démarrer les "discussions". Ils sont dans la continuité de la politique de Sarkozy puisque, c'est François Fillon en février dernier qui a lancé le futur projet de loi sur les accords de compétitivité-emploi, pour permettre disait-il « *une négociation dans une entreprise pour revenir sur le temps de travail afin d'adapter sa situation à son environnement économique* ». Aujourd'hui nous sommes exactement dans cette même politique.

La porte-parole du gouvernement socialiste Najat Vallaud-Belkacem vient de réaffirmer que l'exécutif entend *"avancer vite sur la question de la compétitivité sans la réduire à une question de coût du travail"*. Comme ça c'est clair ! Ils ne vont pas faire dans la "réformette" mais remettre en cause l'ensemble des dispositifs qui protègent encore les salariés sur l'emploi, salaire, formation, santé...

Pour donner des gages au patronat l'Elysée vient d'annoncer le transfert des cotisations familiales patronales sur un impôt : la CSG qui sera donc financée par les salariés soit un cadeau de 40 milliards d'euros sur cinq ans aux entreprises.

Dès la semaine prochaine ils vont aller encore plus loin, le commissaire général à l'investissement, Louis Gallois (l'ex-patron d'EADS et de la SNCF) doit remettre au gouvernement un rapport sur la compétitivité. Il propose de financer l'abaissement des cotisations patronales, notamment les cotisations sur les salaires par un "mix" de prélèvements dont la CSG, des taxes écologiques, des hausses ciblées de la TVA... Tout cela payé par les salariés et le peuple.

Et ce n'est pas fini, de son côté, un Haut Conseil pour le financement de la protection sociale doit dresser un état des lieux très prochainement. François Hollande a promis des décisions avant la fin de l'année. On devine lesquelles.

Le 9 octobre développons les luttes pour porter un coup d'arrêt à cette politique.

Agissons pour qu'on entende la voix des salariés unis dans la lutte contre le capital.

www.sitecommunistes.org